

# Éléments de réponse au PV de synthèse, par commune

Pour information, les éléments de réponse concernent d’abord les remarques résultant de l’audition du maire, puis celles du registre d’enquête.

## Quelques remarques générales :

Il convient de noter que le PPRI n’a pas vocation à définir des travaux ou des ouvrages de gestion du risque ruissellement. Il se limite à définir des dispositions réglementaires d’occupation des sols en fonction des risques encourus .

Absence d’inondation en 2007 : Plusieurs communes ou habitants témoignent ne pas avoir connu d’inondations en 2007 et ne pas comprendre pourquoi leur territoire fait l’objet d’une carte de risque inondation. L’orage à l’origine de l’importante crue de 2007 de la Verse n’a produit des pluies intenses que dans une partie du bassin-versant de la Verse. Notamment la partie Ouest a été épargnée par les pluies exceptionnelles ayant touché le secteur de Guiscard. Les inondations par ruissellement ne se produisent pas dans un secteur directement touché par la pluie intense. Ainsi en 2007, il n’y a pas eu (ou peu) d’inondations dans les secteurs épargnés par l’orage, secteurs où ces remarques sont émises.

Pas d’inondation de mémoire d’homme : Plusieurs remarques sur les registres ou dans les entretiens évoquent l’absence d’inondation connue dans le village depuis un certain nombre d’années. L’inondation prise en compte pour le PPRI ruissellement survient à la suite d’un orage très intense, du type de celui s’étant produit en 2007. Ces orages ont des étendues spatiales limitées (par exemple on a vu au paragraphe précédent que la zone exceptionnellement intense de cet orage de 2007 n’a concerné que la partie centrale du bassin) ce qui fait qu’à un endroit donné du territoire il y a peu de chance qu’il se produise chaque année. Un événement intense de type centennal a une chance sur 100 de se produire chaque année, ce qui fait 63 % de chance de se produire pendant un siècle. Il est donc tout à fait possible qu’un tel événement ne soit pas dans les mémoires.

Absence de visite sur terrain et non prise en compte de la réalité des inondations historiques : Plusieurs communes déplorent dans les entretiens avec les commissaires enquêteurs l’absence de visite sur terrain réalisé par la DDT et son bureau d’études. Pour certaines, elles estiment que l’aléa n’est pas en phase avec la réalité, notamment celle de l’inondation de 2007

L’étude d’aléa inondation par ruissellement n’intégrait pas de phase d’enquête sur les inondations historiques et d’entretien avec les communes. Néanmoins l’étude s’est appuyé sur le retour d’expérience réalisé par la DDT (SAT de Compiègne) sur l’événement de 2007 qui s’est elle-même appuyée sur les déclarations des sinistrés du bassin-versant (dossiers catastrophe naturelle). Ce retour d’expérience a été envoyé aux communes.

À la suite de la première présentation des cartes d’aléa aux élus (réunion du 30 janvier 2015, sous-préfecture de Compiègne), le CEREMA s’est rendu dans la plupart des communes ayant fait des remarques précises sur l’aléa ruissellement. Un aléa ruissellement modifié a été présenté à la réunion avec les élus du 1<sup>er</sup> juillet 2015 qui s’est tenue également en sous-préfecture de Compiègne.

D’autres remarques sont venues fin 2015 et le CEREMA est retourné sur le terrain en janvier 2016 pour intégrer ces remarques dans une nouvelle cartographie pour le dossier PPR mis en consultation. Le bureau d’études a rencontré la commune de Crisolles qui en avait émis le souhait.

De nouvelles remarques ont été formulées pendant les consultations officielles et ont fait l’objet d’une expertise de la part du bureau d’étude pour laquelle il s’est rendu dans les communes concernées.

## Largeur des zones de ruissellement des axes d’écoulement : (analyse CEREMA)

Plusieurs communes estiment que les zones d’axe de ruissellement situées sur des rues sont trop larges parce qu’elles débordent sur le début des parcelles dans les secteurs urbanisés, diminuant par conséquent la valeur des biens.

Tout d’abord rappelons que les axes (et les autres parties du zonage) ne réglementent que la partie touchée de la parcelle et pas l’ensemble de la parcelle. Ainsi le fait que les axes de ruissellement touchent le début des parcelles ne remet pas en cause leur constructibilité sur le reste de la parcelle.

Les éléments notés axe de ruissellement sur les cartes d’aléas sont des objets graphiques qui permettent de représenter l’existence du risque lié à un axe d’écoulement exceptionnel issu du ruissellement et ainsi améliorer la prévention des risques du territoire.

Les axes permettent avant tout de contraindre les projets neufs. Ils permettent pour les parcelles touchées par l’axe non zonées par ailleurs, d’inciter à construire en retrait de l’axe sans y placer d’entrée de cave ou sous sols.

Par ailleurs, quand un axe d’écoulement lié au ruissellement est identifié sur une rue, il constitue un risque pour les parcelles habitées voisines même si elles ne sont pas dans une autre zone inondée ou si elles sont surélevées. Ainsi, pendant un événement l’axe d’écoulement gêne ou empêche l’accès aux propriétés et génère un sur risque pour les habitants qui souhaitent entrer ou sortir de leur propriété. Il y a donc nécessité et intérêt à afficher ce risque et à le porter à la connaissance des propriétaires des parcelles jouxtant un axe d’écoulement.

Les axes issus du REX 2007 contestés : Dans plusieurs communes de la partie du bassin ayant subi l’orage de 2007, des axes issus du Rex 2007 du SAT de Compiègne (à l’époque) sont contestés. Les axes incriminés sont systématiquement des axes qui n’ont pas été mis en évidences par les méthodes basées sur la morphologie numérique que le CEREMA a utilisé par ailleurs. Le long de ces axes on peut avoir des sinistres recensés mais dont l’origine des dégâts n’est pas toujours certaine. Ils peuvent être liés à des dysfonctionnements d’assainissement pluvial.

Ces axes ont été repris dans le zonage initial parce qu’ils provenaient d’informations historiques censées avoir été validées avec les élus. Mais la fiabilité de la cartographie précise de ces axes n’est pas avérée. Ont-ils été placés parce qu’un écoulement a été effectivement constaté ? Ou ont-ils été placés à posteriori à partir d’une interprétation des sinistres recensés ?

Devant cette incertitude, la DDT a demandé au CEREMA de ne pas garder systématiquement les axes issus du REX 2007 tels quels. Le CEREMA devra faire des propositions d’adaptation ou de modification des axes contestés issus du REX 2007 au cas par cas.

Lieu	Maire	Public	Éléments de réponse
Beaugies sous Bois	Th 10-11-18	aucun	<p>M. le maire rappelle que le conseil municipal s’est prononcé défavorablement par solidarité avec les autres communes concernées notamment vis-à-vis du tracé des zones rouges ruissellement en zone urbaine, ainsi que le règlement s’appliquant à cette zone.</p> <p>Nous n’avons pas de retour sur la visite terrain du commissaire enquêteur.</p>
Beaulieu les Fontaines	Th 1-2-3-4-5-10-12-18-20	Th 1-2-4-5-13-4-2-10	<p>Nous notons que M. le maire fait état d’affichage à trois endroits en plus de celui de la mairie dans son audition auprès du commissaire enquêteur. Or dans le certificat d’affichage daté du 13 février et retourné à la DDT il n’est mentionné que l’affichage en mairie.</p> <p>En annexe 2 de la note de présentation figure par commune le recensement des enjeux relevés avec des représentants de la municipalité, ainsi que la date de l’entretien. Le maire de Beaulieu les Fontaines a rappelé les enjeux dans sa commune, ceux-ci figurent dans le tableau récapitulatif.</p> <p>Une partie des gens mobilisés n’ont émis que des remarques générales sur l’absence d’inondation sur la commune de mémoire d’homme et sur la contrainte voire la menace générée par le PPR sur la ville. La maison de retraite et quelques commerces sont touchés par les zones de risque, la crainte principale est que leur pérennité soit remise en cause, et que le village « meurt ». On peut déjà rappeler que le tracé actuel de l’axe a été modifié pour passer dans la rue principale suite à une remarque du maire (cf réunion juillet 2015). Ensuite à propos de l’orage du 23 juin 2016, l’article ci-dessous dans le courrier picard parle de 30 maisons inondées, 3 familles ont du être relogées chez des voisins. La résidence pour personnes âgées de la commune a vue sa chaufferie inondée et il y a même une photo du maire devant. (<a href="http://www.courrier-picard.fr/region/oise-grele-pluie-vent-232-interventions-des-pompiers-ia201b0n803103">http://www.courrier-picard.fr/region/oise-grele-pluie-vent-232-interventions-des-pompiers-ia201b0n803103</a>) Il existe donc un risque d’inondation clair et connu sur la commune.</p> <p>M. Piéchon a signalé avoir 0,80 m de dénivelé entre son seuil de porte et le trottoir et donc ne comprend pas le classement en zone rouge. Il convient de rappeler que c’est le niveau du terrain qui est retenu pour classer un terrain en une zone et non le seuil d’entrée d’un bien immobilier.</p> <p>La remarque de M. Perez concerne la commune de Candor (cf ci-dessous)</p> <p>La commune de Beaulieu les Fontaines est concernée uniquement par l’aléa ruissellement. Mme Pinel, habitante de la commune depuis 46 ans, confirme qu’il n’y a jamais eu d’inondation dans la commune. Il semble que les habitants de cette commune ont confondu a priori risque d’inondation et risque de ruissellement (M. Duranton, M. Galant, M et Mme Patin). Beaulieu les Fontaines fait partie du bassin de la Verse et est concernée par le PPRI du bassin de la Verse prescrit par arrêté préfectoral le 26 décembre 2012. Ce PPR prend en compte l’aléa inondation et ruissellement. Pour ce PPR, les services de l’État ont travaillé avec la chambre d’agriculture afin d’étudier les possibilités de travaux susceptibles de réduire le ruissellement. Des secteurs à enjeux très fort pouvant réduire le ruissellement ont été cartographiés et des mesures ont été préconisées en zone blanche, zone où l’aléa est nul (cf page 30 du projet de règlement et l’annexe A, à partir de la page 65 du projet de note de présentation).</p> <p>Concernant la remarque de M. BEYLS, le CEREMA analysera cette remarque.</p> <p>Concernant la reconstruction d’un bien détruit par un sinistre <u>autre qu’une crue</u>, celle-ci sera possible sous réserve de prendre en compte les dispositions du règlement pour la zone concernée. Le règlement sera revu dans ce sens.</p>

			<p>Suite à la remarque de M. Patin, les services Etat ont constaté que le projet de règlement en ZU moyen ruissellement était plus restrictif qu’en ZU moyen débordement en matière de changement de destination, en ce qui concerne l’augmentation notable de la population exposée. Le règlement sera donc revu.</p> <p>Les zones blanches du PPR correspondant à des zones où l’aléa est nul. Les services de l’État ont travaillé avec la chambre d’agriculture, l’ONEMA et l’Entente Oise Aisne afin de déterminer des secteurs à enjeux très fort pour lutter contre le ruissellement. Un panel de proposition d’aménagements d’hydraulique douce est préconisé.</p> <p>Les agrandissements (extensions dans le règlement) sont à considérer comme des projets nouveaux et ce sont donc les prescriptions sur les projets nouveaux qui s’appliquent.</p> <p>Mme Delavenne précise que la commune de Beaulieu les Fontaines n’a jamais connu d’inondation, mais elle mentionne tout de même que l’orage du 23 juin est un fait exceptionnel comme il s’en produit tous les étés en France. M Caron fait savoir qu’en juin 2016 l’eau est montée occasionnant des dégâts minimes. L’être humain a tendance a oublié les événements antérieurs, le PPRI permet de capitaliser l’historique, la mémoire. Mme Swenern ne se souvient que de cet épisode orageux de juin 2016.</p> <p>La commune de Beaulieu les Fontaines est concernée par l’aléa ruissellement et non par le débordement de la Verse. Les prescriptions du règlement diffèrent selon que le bien se situe en zone débordement ou zone ruissellement. Pour le ruissellement les zones rouges correspondant à un axe de ruissellement ou une cuvette (aléa fort) en zone urbanisée, les zones bleues à une emprise inondable. (aléa faible). Les zones vertes correspondent à un classement en zone naturelle. La pâture de M et Mme Demeyer est en zones rouges et bleues, car elle a été mise en zone urbanisée. En effet, suite à une remarque de la Chambre d’agriculture, les exploitations agricoles ont été recensées comme « activité ». De plus, elles ont été considérées dans leur intégralité lorsque l’une d’elle se situe à cheval entre une zone urbanisée et une zone naturelle. Ce choix a été expliqué page 48 de la note de présentation.</p> <p>Lors d’une vente ou d’un bien mis en location, le PPR n’est pas remis à l’acquéreur ou au locataire. Seul l’état des risques naturels et technologiques (cf site internet de la préfecture) est communiqué. Celui-ci mentionne les risques pour lesquels un PPR a été prescrit.</p> <p>Ce n’est pas un ERP qui est classé au zonage réglementaire mais le terrain sur lequel il se situe. Les services de l’État invitent la directrice de l’EHPAD à faire un diagnostic de la vulnérabilité de son établissement.</p>
Beaurains les Noyon	aucun	Sur le registre d’enquête publique de Sermaize	<p>Les personnes ont réhaussé leur terrain en remblayant avec 20 tonnes de terre. Il s’avère que ces parcelles (n° 576-577) sont en zone blanche (notamment la construction existante) pour la plupart de leur superficie (donc non inondable), seul le fond de la parcelle est concerné par un aléa (cf planche F9),</p>
Berlancourt	Th 1-2-3-4-5-10-18	aucun	<p>Le PPRI concerne le risque de débordement et celui de ruissellement, donc ces deux aléas ont été pris en compte pour chaque commune. M. le Maire a été reçu à l’été 2015 à la DDT pour exposer son désaccord sur l’aléa.</p> <p>Suite à la consultation officielle, il avait été demandé à la municipalité de transmettre lors de l’enquête publique les modifications qu’elle souhaitait voir de nouveau examiner par le CEREMA en s’appuyant sur des éléments factuels. Il s’avère que rien n’a été transmis.</p>
Bussy	Th 5-6	aucun	<p>M. le Maire a repris les remarques faites lors de la consultation officielle du 1<sup>er</sup> août au 1<sup>er</sup> octobre 2016 (cf le tableau récapitulatif du retour de la consultation). Les services État ne peuvent que répondre la même chose : « sur la commune de Bussy, le réseau hydrographique est complexe. Le Service de l’Eau, l’Environnement et de la Forêt (SEEF) de la DDT a besoin d’un plan avec une localisation précise de la zone que la municipalité souhaite voir curer pour pouvoir se</p>

			<p>prononcer ».</p> <p>Nous invitons M. le Maire à prendre l’attache du SEEF de la DDT.</p>
Campagne	Th 1-4-8-10-11-18	aucun	<p>M. le Maire conteste le tracé d’un axe de ruissellement qui serait mal positionné. D’après une première analyse du CEREMA, il est probable que la remarque du maire sur la direction de l’axe rue du chemin blanc soit juste. Aussi une visite de terrain est demandée au CEREMA pour valider ou non sa proposition.</p> <p>M. le Maire souhaite que l’axe soit classé en ZU moyen plutôt qu’en ZU fort. Il convient de rappeler que le risque émane du croisement de l’aléa (un axe de ruissellement est considéré comme un aléa fort) avec un enjeu (zone urbanisée). Cette notion est expliquée page 51 de la note de présentation mise à l’enquête publique).</p>
Candor	Th 4-5-12	Th 4-5-12-	<p>M. Perez conteste le tracé de l’axe de ruissellement en se basant sur le flux du 23 juin 2016. Au vu des éléments transmis, il paraît pertinent de repositionner l’axe. La cartographie sera donc modifiée.</p> <p>Rue des Tilleuls, aucune parcelle n’est complètement en aléa fort. Il convient de construire là où l’aléa est moindre en respectant les prescriptions du règlement.</p> <p>L’axe situé à proximité de la Rue des Tilleuls sera recentré sur la route (un décalage apparaît sur la cartographie mise à l’enquête publique). La cartographie sera reprise.</p> <p>Concernant les parcelles 300 et 410 citées par M. le Maire, leur surplomb est difficile à apprécier. Aussi une visite sur terrain est demandée au CEREMA pour vérifier la cohérence de l’aléa par rapport à la morphologie du secteur.</p> <p>À propos de la parcelle de Mr Carpentier nous ne savons pas la situer, il ne donne ni référence ni adresse précise du terrain concerné par la future construction.</p>
Catigny	Th 1-4-8-10-11-15-18-20	Th 1-4-5	<p>Le PPR n’a pas pour vocation de résoudre les problèmes d’entretien des ouvrages. De plus, il ne régit que l’existant. Le Canal Seine Nord Europe n’étant pas encore créé il ne peut être concerné par les prescriptions.</p> <p>M. le Maire constate que le tracé des zones concernées par l’aléa ruissellement est excessif, sans apporter d’éléments qui pourraient permettre de revoir la position. Il conteste le classement du cœur du village en zone à risque, et argue que la commune n’a jamais été inondée.</p> <p>La plupart des habitants qui ont émis une remarque conteste le tracé des axes de ruissellement ou la zone inondable quand ils sont situés au droit de leur habitation et demande des modifications. Toutefois si plusieurs témoignent qu’il n’y a pas eu d’habitations endommagées, d’autres précisent qu’il y a eu par le passé des inondations dans le village (rue maladrerie et centre). Elles mettent systématiquement en cause l’état du siphon qui assure le passage du ru, en traversée du centre-village, de l’autre côté du canal du Nord.</p> <p>Ces témoignages contradictoires ne peuvent donc remettre en question l’existence du risque inondation par ruissellement.</p> <p>Concernant l’état du siphon, la DDT propose de rédiger un projet de courrier à VNF, pour leur signaler.</p> <p>Les inondations sur le bassin de la Verse ont eu lieu en 2007, aussi M. le Préfet ne pouvait attendre la fin des travaux du Canal Seine Nord Europe pour prescrire un PPR. Les raisons de la prescription du PPR sont explicitées dans la note de présentation chapitre 2-2.</p> <p>Sans référence cadastrale, sans plan de situation il n’a pas été possible d’examiner les requêtes de certaines personnes.</p> <p>Pour l’impasse de la Gare, le CEREMA ne s’est pas rendu sur place, car il n’y a pas eu de remarque à son sujet précédemment. Le MNT disponible n’indique pas cette aberration, toutefois le CEREMA fera une visite sur place pour lever ce doute.</p> <p>Dans un PPR c’est le niveau du terrain naturel qui est pris en considération et non le seuil de chaque habitation.</p> <p>La commune de Catigny est concernée par le risque ruissellement et non inondation par débordement.</p>

			<p>Lors de l’achat de la parcelle AC 185, l’acquéreur avait obligation de transmettre l’état des risques naturels et technologiques, à l’acquéreur, le PPRI du bassin de la Verse étant prescrit.</p> <p>En ZU fort, les constructions sont possibles sous réserve de ne pas générer d’emprise au sol (cf la définition dans le règlement)</p> <p>M. et Mme Fontaine ont obtenu en 2007 un permis de construire pour leur parcelle, sans précision concernant la présence d’un risque naturel car l’État n’avait pas la connaissance à cette époque. En 2016, un refus de permis de construire a été basé sur les études réalisées depuis. En risque faible les constructions sont possibles sous réserve de respecter certaines prescriptions. Par ailleurs, le PPR ne s’oppose nullement aux travaux d’entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l’approbation du PPR (aménagements internes, traitement des façades, réfection de la toiture ...) (cf page 82-83 du projet de règlement)</p> <p>Les demandes de permis de construire ou de déclaration de demande préalable sont instruites en tenant compte de la connaissance du risque connue par l’État au moment de la délivrance de l’acte.</p> <p>M et Mme Pilon ne contestent pas quelques ruissellements le long des trottoirs.</p> <p>Le règlement n’interdit pas le curage des fossés. En cas d’incertitude entre fossé et cours d’eau, il convient de se rapprocher du Service de l’Eau, l’Environnement et de la Forêt (SEEF) de la DDT avec un plan localisant précisément la zone qui doit être curée afin qu’il puisse se prononcer ou non sur l’autorisation.</p>
Crisolles	aucun	aucun	*****
Ecuvilly	Th 3-4-5	Th 3-4-5	il est regrettable qu’aucun plan n’ait été joint aux remarques, car il est impossible de localiser les parcelles n° 232-233-234 situées en zone rouge ruissellement. Il aurait été souhaitable d’avoir au minimum la section cadastrale.
Fréniches	Th 1-2	aucun	<p>La plupart des axes cartographiés dans le bourg proviennent du REX 2007 et ont été repris tel quel. Les axes sur les rues ne sont pas « naturels » et ne suivent pas un talweg morphologique net.</p> <p>Compte tenu de l’audition de M. le maire qui a signalé que du ruissellement s’est produit sur toute la rue de l’église, la cartographie sera reprise pour reprendre ces informations (ajout d’un axe.)</p> <p>Le bureau d’études a fait des déplacements sur le terrain mais pas systématiquement en présence des élus.</p>
Frétoy le Chateau	Th 13	aucun	Pour ce PPR, les services de l’État ont travaillé avec la chambre d’agriculture, l’ONEMA et l’Entente Oise Aisne pour étudier la possibilité de réaliser des travaux ou des aménagements en amont afin de réduire le ruissellement. Des secteurs à enjeux très fort permettant de réduire le ruissellement ont été cartographiés, des mesures ont été préconisées en zone blanche, zone où l’aléa est nul (cf page 30 du projet de règlement et l’annexe A, à partir de la page 65 du projet de note de présentation).
Genvry	Th 4-5	Th 4-5-15-16	<p>Le maire valide le zonage mais un particulier conteste l’axe rue de Noyon.</p> <p>À propos de l’axe contesté, c’est un axe issu du REX 2007, avec des sinistrés dans le square Duvivier (mais peut être pour des problèmes d’eaux pluviales). Une première analyse du CEREMA montre qu’il n’est pas cohérent avec la morphologie (cf en 1ere page de ce document le paragraphe relatif aux axes issus du REX 2007 contestés).</p>
Guiscard	Th 5-6-7-8	Th 6-8-9-19	<p>Les relevées topographiques de la municipalité sur le secteur de l’Orangerie ont été transmis au CEREMA. L’aléa a été revu en fonction de ces éléments. Les services de l’État, à ce jour, n’ont aucun élément permettant de déclasser ce secteur.</p> <p>Le témoignage du 358 rue Marcel Poulain ne peut remettre en cause l'aléa dans le secteur de l’orangerie, il peut seulement traduire une imprécision topographique au 358 rue Marcel Poulain. Les levés topographiques réalisés par le maire ont d’ailleurs réduit cette imprécision dans le secteur de l’orangerie. Si les deux points au sud du bâtiment montre une hauteur d’eau supérieure à 1 m que de quelque cm (en considérant la cote de crue 58,4 m), les points juste au nord sont à plus de 1,25 m de hauteur d’eau.</p> <p>La modélisation réalisée pré et post travaux pour la réalisation de la réouverture de la Verse donne le même niveau d’aléa pour ce</p>

			<p>secteur, situation qui durera tant que la zone d’expansion des crues de Muirancourt ne sera pas réalisée. Il n’y a donc pas d’arguments valables à ce stade pour changer la dernière carte d’aléa dans le secteur de l’Orangerie.</p> <p>Lors de l’élaboration d’un PPR, les aménagements futurs ne sont pas pris en considération, même s’ils ont pour objectif de réduire le risque. Le PPR peut être révisé une fois l’ensemble des travaux réalisés. La révision du PPR est prévue lorsque le canal sera réalisé ainsi que les ouvrages programmés dans le cadre du PAPI. Pour rappel, lors de la réunion du 30 janvier, il a été précisé que lorsque les travaux seront réalisés dans le cadre du PAPI, le PPRI pourra être révisé à la condition que les aménagements aient été réalisés pour une occurrence centennale. Des études de danger des ouvrages devront être fournies.</p> <p>Lorsqu’une parcelle est concernée par plusieurs zones, il convient de se référer à la page 18 du projet de règlement. Par ailleurs page 52 de la note de présentation, il est précisé qu’en cas d’incertitude (sous le trait de délimitation) c’est le règlement de la zone la plus contraignante qui s’applique.</p> <p>Le PPR est une servitude d’utilité publique. Les servitudes instituées par ce document le sont en application du code de l’environnement et non du code de l’urbanisme. Elles ne relèvent donc pas des servitudes d’urbanisme indemnissables au titre de l’article L 105-1 du code de l’urbanisme.</p>
Lagny	Th 18	aucun	<p>La DDT s’est rendue dans chaque commune pour le recensement des enjeux. Pour chaque phase du PPRI, des réunions ont été organisées sur Compiègne afin d’élaborer en concertation ce document.</p> <p>Hormis des erreurs relatives à la topographie du terrain (transmission de nouveaux relevés topographiques), à de nouveaux aménagements dimensionnés pour une crue centennale, aucune négociation n’est possible en ce qui concerne l’aléa.</p>
Le Plessis Patte d’Oie	Th 1-4-8-10-11-18	aucun	<p>Le maire conteste plusieurs axes de ruissellement. L’axe contesté rue des Fontaines est issu du REX 2007. Dans les sinistres recensés, une habitation est déclarée inondée (sous-sol). L’axe n’est pas morphologique donc un ajustement pourrait être envisagé (cf en 1ere page de ce document le paragraphe relatif aux axes issus du REX 2007 contestés).</p> <p>À propos de l’axe contesté sur l’amont de la rue de la Presle/la rue de la Briqueterie, il provient également du REX 2007 et n’est pas un axe morphologique. De plus, des sinistres sont déclarés le long de cet axe. Une première analyse du CEREMA laisse penser qu’il serait possible de modifier l’axe après une visite terrain, ce qui sera demandé au CEREMA.</p>
Maucourt	Th 1-2-4-7-10-11-15-18-20	Th 1-2-4-5-6-7-10-11	<p>En réponse aux remarques de M. le Maire lors de la consultation il avait été demandé des relevés topographiques pour pouvoir analyser les observations relatives à la topographie du terrain. Le CEREMA s’est déplacé dans cette commune, un axe de ruissellement a alors été supprimé avant la consultation. Concernant les trois sinistres qui ont été recensés lors de l’événement de 2007, notamment pour 2 habitations surélevées par rapport à la voirie, M. le maire a apporté la précision suivante : 2 murs de soutènement (du terrain sus-jacent) dans les descentes de sous-sol se sont écroulés, dû à la poussée du sol gorgé d’eau sur un mur en parpaing construit sans armature de renforcement.</p> <p>Les riverains touchés à la marge par les axes se sont plaints à l’instar du maire de l’incohérence des axes passant au centre du village. Sur 30 plaintes un habitant signale lui des dommages pour l’évènement de 2007. Les axes cartographient des écoulements et non des zones d’accumulation. Ce sont des axes issus du REX 2007 avec sinistres, c’est pour cela qu’ils ont été maintenus. Toutefois, ils ne concordent pas avec des axes morphologiques (talwegs).(cf en 1ere page de ce document le paragraphe relatif aux axes issus du REX 2007 contestés).</p> <p>Pour un mur en clôture, il convient de respecter les prescriptions du document d’urbanisme applicable ainsi que celles du règlement du PPRI. Le PPRI n’interdit nullement les clôtures.</p> <p>Mme Triard précise que lors de l’événement climatique exceptionnel de 2007, l’eau était bien canalisée dans la rue et en aucun cas n’a impactée les habitations de la commune. Elle conteste la bande tampon des 10 m.(cf en 1ère page le paragraphe sur ce point) Contrairement à ce qu’indique Mme Duquet, tous les travaux usuels d’entretien, et de gestion courants des bâtiments implantés</p>

			<p>antérieurement à l’approbation du PPR sont autorisés à condition de ne pas augmenter ou de créer de nouveaux risques et sous réserve de ne pas augmenter notablement la population exposée, d’utiliser des matériaux insensibles à l’humidité, et conçus pour résister à une immersion prolongée (cf page 82-83 du projet de règlement),</p> <p>Il faut comprendre que certaines voiries constituent un axe de ruissellement. Dans le cas de ce PPRI, la canalisation des eaux par les bordures de trottoir n’a pas été pris en compte, une bande tampon de 10 m a été appliqué à tous les axes.</p> <p>Trois réunions publiques ont eu lieu pour présenter à la population le projet de PPRI :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>* le 18/10 à Ecuvilley</li><li>* le 3/11 à la communauté de communes du pays Noyonnais</li><li>* le 7/11 à Guiscard</li></ul> <p>La zone tampon (enveloppe forfaitaire qualitative) de 10 m de part et d’autre de l’axe de ruissellement a pour conséquence que certaines parcelles situées le long d’une voirie, déterminée dans l’étude comme axe de ruissellement d’écoulement préférentiel, apparaissent impactées. Dans certaines configurations de terrain,(topographie, aménagements ...) ceci peut ne pas correspondre en totalité aux écoulements réels. Il est impossible d’adapter au cas pas cas pour chaque parcelle cette bande tampon (ceci est stipulé dans le projet de la note de présentation page 63)</p> <p>Les prescriptions relatives à cette zone tampon ne concernent que cette partie de la parcelle. Au-delà de ces 10 m, il convient d’appliquer les prescriptions de la zone (dans le cas présent zone blanche en zone urbanisée donc pas de prescription applicable dans le cadre du PPRI),</p> <p>Un axe de ruissellement ne peut être considéré comme un aléa faible.</p> <p>Concernant la dépréciation des biens, celle-ci peut exister mais pour des transactions réalisées à court terme. Pour information, une étude a été réalisée dans le cadre de la participation du Commissariat Général au Développement Durable (CGDD) aux travaux de l’Observatoire national des Risques naturels visant à améliorer la connaissance et l’analyse économique des risques naturels et des politiques de prévention (collection « Études et documents » du Service de l’Économie, de l’Évaluation et de l’Intégration du Développement durable du CGDD- Titre du document « exposition aux risques catastrophiques, politiques de prévention et marchés de l’immobilier en France. État de la connaissance économique ».</p>
Morlincourt	aucun	aucun	Pour rappel, le PPRI concerne les risques inondation liées à la Verse et non au ru d’Arssons
Muirancourt			<p>Suite à la consultation officielle, le CEREMA s’était rendu sur place.</p> <p>M. le Maire a transmis les mêmes éléments que lors de la consultation officielle. L’aléa a pourtant été modifié après visite de terrain pour être conforme à la morphologie de la vallée.</p> <p>Il n’a pas transmis d’éléments topographiques ou relatif aux inondations historiques avec son plan. Le tracé apparaît peu précis et n’intègre pas tous les repères de crue de 2007. Un des repères de crue 2007 indique 70 cm de hauteur d’eau au niveau d’une maison le long de la RD 91 et il n’est pas placé dans la zone inondable dessinée par la commune.</p> <p>Il n’y a pas de raison de modifier le zonage proposé sur la base de ces remarques qui reste au final peu différent du tracé proposé par le maire.</p> <p>Deux particuliers font une remarque sur la même propriété, le 135 rue des Planquettes. Ils indiquent qu’en 2007, seul le jardin de la propriété était inondé mais pas l’habitation. Ils ajoutent une explication peu claire sur une fermette et une clôture béton aujourd’hui démolis.</p> <p>Le CEREMA s’était rendu sur place lors de l’élaboration du document : « On se situe dans la marge d’incertitude sur les données (MNT/topographiques) ou les méthodes. D’un côté l’habitation semble effectivement située au-dessus d’un petit talus et donc du fond du lit majeur du ru, de l’autre elle est située en dessous du repère de crue du secteur (de l’autre côté du ru). Ce repère avait été jugé par Hydratec comme douteux, parce que très différent de ses calculs (qui arrivent à cote plus basse) mais l’incertitude demeure au vu du peu de données topographiques existantes.</p> <p>Dans la mesure où l’aléa est basé sur la crue de 2007, sur les déclarations des particuliers il peut être envisagé de redessiner l’aléa de façon à exclure le bâtiment de la zone ». La DDT ne s’oppose pas à cette modification.</p>

Noyon	Th 1-4-5-6-15	Th 1-4-5-15	<p>Les relevés topographiques transmis par la commune ont été pris en compte.</p> <p>Les services de l’État se sont rendus à plusieurs reprises à la ville de Noyon ou à la communauté de communes du Pays Noyonnais, à la demande des élus.</p> <p>Aucune réponse au particulier par courrier est faite suite à l’enquête publique. Le rapport de la commission d’enquête est mis en ligne sur le site internet de la préfecture, il est disponible en mairie et peut être transmis sur simple demande.</p> <p>Dans un PPRI c’est le terrain qui est classé dans le zonage réglementaire et non l’habitation. En cas de démolition le zonage persiste. Lors de la réalisation du diagnostic de vulnérabilité demandé pour les biens existants, Mme Fihousse pourra faire état des gros travaux qu’elle a réalisés pour empêcher l’eau de ruissellement de pénétrer dans sa maison.</p> <p>Il est regrettable qu’aucun plan n’ait été fourni pour localiser les parcelles faisant l’objet de remarques.</p> <p>Un PPRI n’empêche nullement d’embellir sa maison, ni de la vendre. Lors de la vente, il faudra transmettre à l’acquéreur l’état des risques naturels et technologiques (cf site de la préfecture rubrique IAL) afin de l’informer qu’un PPR existe.</p> <p>Les services de l’État ont invité à plusieurs reprises les mairies à communiquer sur l’élaboration du PPRI. Chaque élu doit être le relai auprès de ses administrés pour leur faire connaître les études en cours sur le territoire communal.</p> <p>Pour le ruissellement aucune hauteur d’eau n’a été définie, l’aléa considéré est l’axe de ruissellement, une cuvette ou une emprise inondable. Concernant les aléas par ruissellement, l’axe est classé en aléa fort mais cela ne traduit pas forcément une hauteur d’eau de 1 m sur l’axe. Le caractère fort provient des vitesses importantes susceptibles de survenir pendant les écoulements. Quelques dizaines de centimètres d’eau conjugués avec des vitesses importantes peuvent emporter des piétons.</p> <p>Concernant la remarque liée à l’axe traversant les propriétés du 310 rue de la Goele et du 101 rue du Marais, il faut préciser que c’est un axe lié à un vallon. Me Dubreuil conteste le tracé de cet axe et plus généralement le risque ruissellement. Elle reconnaît néanmoins qu’un petit ruisseau longe la propriété et passe sous le chemin adjacent. Elle admet également que sa propriété a été inondée en 1981 avec de l’eau descendant de Tarlefesse, donc de l’axe situé rue de la Goële.</p> <p>L’anthropisation du secteur (disparition de l’ancien ru) complique la cartographie avec certitude d’un axe de ruissellement sur la zone à l’aval de la rue du petit Marais. La maison située au 110 rue du petit Marais est bien située dans le fond du vallon. Le CEREMA sera invité à réexaminer le risque ruissellement dans ce secteur.</p> <p>La remarque de Messieurs Bocquet porte sur l’aléa avant modification. Dans la modification l’axe incriminé a été déplacé et n’est plus sur leur parcelle mais plus bas au niveau de la Goële.</p> <p>La DDT a bien pris note que les relevés topographiques mentionnés n’étaient pas joints au courrier de Messieurs Bocquet</p> <p>À propos du courrier de Mr Gérard Deguise, les seuls éléments sur les inondations par ruissellement de 2007 que l’on connaît sont ceux du REX de la DDT, aucun autre dossier n’a été transmis par la commune ou un tiers.</p> <p>Les rues citées sont pour la plupart situées dans les vallons d’anciens ruisseaux qui ont été enterrés et qui peuvent servir de réseau d’assainissement. Ces réseaux ne sont pas dimensionnés pour reprendre des pluies exceptionnelles, il est logique qu’ils aient débordés pendant l’événement de 2007. Nous pouvons rappeler que l’événement de 2007 à Noyon était moins intense que dans la partie centrale du bassin, et qu’il est tout à fait possible que des inondations liées à des événements plus exceptionnels ne soient pas dans les mémoires.</p> <p>Mr Deguise a transmis 3 cartes avec ses remarques sur des zones particulières.</p> <p>La première carte concerne la zone de la rue de Goële et de la rue Tarlefesse. Il indique que les maisons sont inondées d’après lui par de l’eau venant des champs plus haut. Les maisons indiquées sont bien celles pointées comme sinistrées sur les cartes du REX.</p> <p>Avec cette information et en constatant que l’axe passant sur ces rues provient du REX 2007, des investigations supplémentaires s’avèrent nécessaires. Toutefois le CEREMA a déjà fait savoir que cela pourrait éventuellement conduire à ajuster l’axe sur les rues</p>

			<p>mais aussi à rajouter des zones inondées au droit des maisons inondées.</p> <p>La seconde carte correspond à la zone du chemin du Châtelain avec des indications sur le déroulement des inondations en 2007. À propos de ce secteur, contesté également par des riverains rue du Châtelain, la zone de ruissellement est liée à un ru. La morphologie perturbée (urbanisation) en fait une zone compliquée à interpréter et à cartographier du point de vue du risque inondation par ruissellement. La proximité avec le lit majeur de la Verse a peut être conduit à cartographier une zone inondée trop large dans ce secteur. Le CEREMA sera invité à réexaminer l’enveloppe de zone inondée cartographiée, après visite sur le terrain.</p> <p>Concernant la dernière carte, il est indiqué un secteur (rue Coizel) qui n’aurait pas été touché en 2007. Pourtant les sinistres recensés dans le REX 2007 y sont nombreux. De plus, la rue est effectivement au fond d’un talweg, ce qui crédibilise l’aléa cartographié.</p>
Porquericourt	Th 1-5-10	Th 4-5	<p>Pour élaborer ce PPR, la DDT s’est rendue dans chaque commune pour le recensement des enjeux. Le CEREMA est allé sur place pour modifier un axe de ruissellement contesté par la commune (celui qui passe par le chemin des vignes jusqu’à la sortie de la place de deux Chênes).</p> <p>M. le Maire a repris les remarques faites lors de la consultation officielle du 1<sup>er</sup> août au 1<sup>er</sup> octobre 2016 (cf le tableau récapitulatif du retour de la consultation). Les services État ne peuvent que répondre la même chose : « L’orage de 2007 a eu une intensité bien moindre dans le secteur Ouest du bassin versant où se situe Porquericourt. Cela signifie qu’il est parfaitement possible qu’un événement pluvieux exceptionnel (de type 2007 à Guiscard) ne soit pas dans les mémoires à Porquericourt.</p> <p>L’aléa rue Chemin des Vignes fait suite à une remarque de la mairie lors de l’élaboration du PPRI.</p>
Quesmy	Th 13	Th 4	<p>Mme le maire peut par l’intermédiaire du document d’urbanisme préserver certains éléments du paysage</p> <p>Suite à la consultation officielle, le projet de zonage réglementaire a été modifié pour le château de Quesmy (cf planche J6 du document A3 « communes dont le zonage réglementaire a été modifié suite aux consultations »).</p> <p>Dans une commune, le pouvoir de police appartient au maire. Il lui revient de dresser un procès verbal d’infraction. Mme le Maire peut se rapprocher ensuite des services de la DDT</p>
Salency	Th 4-6-11	Th 4-6-12-13-14-15-16-17-19	<p>La commune n’est pas concernée par l’aléa inondation, mais par l’aléa ruissellement. Des travaux d’assainissement n’annulent pas le risque ruissellement. S’ils améliorent les situations courantes, ils ne sont pas faits pour absorber des pluies centennales.</p> <p>M. Trousselle conteste le caractère inondable de ces parcelles rue des Fourgoyers. Cet axe n’est pas un axe morphologique clair, il est issu du REX 2007. Par contre des sinistres ont été recensés dans la rue juste en face des parcelles faisant l’objet de la réclamation (cf en 1ere page de ce document le paragraphe relatif aux axes issus du REX 2007 contestés). Pour information,, le CEREMA a fait savoir que même après le travail sur les axes issus de la REX 2007, la zone inondée dans le bas de la rue où se situent les parcelles ne disparaîtra pas pour autant.</p> <p>Mr Degousé conteste l’extension de la zone bleue sur le début de sa parcelle Grand-Rue. Il précise que ses bâtiments sont en retrait de la route et surélevés. La maison n’est qu’à quelques mètres de la route. La zone inondable ne s’étend que sur le début de sa parcelle (quelques mètres) et touche la maison. Elle n’est pas incohérente si on considère une hauteur d’inondation autour de 50 cm dans la rue. Il convient de rappeler que la rue est installée sur l’ancien ru, constituant un talweg drainant un bassin-versant significatif, et a fait l’objet d’inondation en 2007.</p> <p>Concernant les différences constatées sur le projet de PPRI suivant la commune et sur le site internet de la préfecture (et non de la DDT) il aurait été souhaitable de connaître ces différences. La première page de chaque document constituant le projet fait état du projet soumis à enquête publique ». Sur le site internet de la préfecture, les différentes phases pour l’élaboration ont été mises en</p>

			<p>ligne au fur et à mesure.L'enquête publique est le dernier point abordé et les modifications sont mentionnées.</p> <p>En matière d'assurance, la note de présentation précise page 57 les sanctions assurantielles.</p> <p>Le zonage réglementaire résulte du croisement de l'aléa (inondation ou ruissellement) avec les enjeux. Le PPRI est une servitude d'utilité publique, il doit être annexé au document d'urbanisme et c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.</p> <p>Les prescriptions du règlement du PPRI s'appliquent dès l'approbation du PPR sauf lorsqu'un délai est précisé dans le règlement (ex : diagnostic à réaliser pour les biens existants). Des mesures de publicité seront réalisées pour l'approbation (insertion presse-recueil des actes administratifs- affichage en mairie)</p> <p>Le PPRI n'a pas vocation à gérer la pollution des sols. Pour toute demande, il convient de consulter la DREAL.</p>
Sermaize	Th 5-6	Th 5-6	Des corrections ont été faites suite à une visite sur place. Elles semblent insuffisantes selon M. le maire, mais il ne justifie pas sa position
Vauchelles	Th 1-2-3-4-13	aucun	<p>Les personnes et organismes associés définis dans l'arrêté de prescription ont été conviées aux diverses réunions relatives à l'état d'avancement du PPRI et ont pu faire remonter leurs observations suite à ces réunions.</p> <p>Concernant les enjeux, le maire de Vauchelles a participé à l'entretien en présence de son adjoint et d'un employé communal le 7 janvier 2015. En annexe 2 de la note de présentation figure par commune le recensement des enjeux fait avec des représentants de la municipalité, ainsi que la date de l'entretien.</p> <p>Pour ce PPR, les services de l'État ont travaillé avec la chambre d'agriculture, l'ONEMA et l'Entente Oise Aisne pour étudier la possibilité de réaliser des travaux ou des aménagements en amont afin de réduire le ruissellement. Des secteurs à enjeux très fort permettant de réduire le ruissellement ont été cartographiés, des mesures ont été préconisées en zone blanche, zone où l'aléa est nul (cf page 30 du projet de règlement et l'annexe A, à partir de la page 65 du projet de note de présentation).</p> <p>M. le Maire avait déjà fait remonter une remarque pour la rue de la Montagne lors de l'élaboration du PPR. Le CEREMA s'était rendu sur place. Ainsi quand l'eau vient de la rue de la Montagne, un écoulement à travers des propriétés est possible, ce qui a donné la cartographie de la « boucle » contestée par M. le maire. Un écoulement depuis la rue de la Montagne, au travers des propriétés en contrebas, tel que cartographié, ne peut être exclu. Le CEREMA analysera plus précisément cette remarque à la demande de la DDT.</p> <p>Au sud de la commune, le talweg (vallon) donnant lieu à l'axe d'écoulement qui croise la rue des Vallées est non contestable. Les maisons actuellement construites le sont dans le fond du talweg,</p>
Villeselve	Th 11	aucun	
Gestionnaire de réseau de distribution d'électricité			<p>Les prescriptions seront modifiées en tenant compte du travail fait sur le PPRI Oise-Aisne.</p> <p>Le courrier SEZEO, daté du 10 février 2017 est arrivé à la DDT le lundi 13/02 (la DDT est fermée le samedi et de ce fait n'a pu récupérer le courrier le 11/02, date de la clôture de l'enquête publique). SEZEO est un gestionnaire de réseau. Il conviendrait de considérer le courrier comme arrivé dans les temps.</p>
PC transmis par M. LE CALVE			M. LE CALVE a transmis par courriel le 31 janvier une demande de permis de construire situé en zone ruissellement ZU moyen à NOYON Il avait des difficultés à interpréter le règlement du PPRI et souhaitait connaître dans quelle situation urbaine le projet se situait.

			Nous avons constaté que cette situation urbaine n'avait nullement été considérée aussi une partie du règlement sera revue afin de l'intégrer.
--	--	--	---